

L'emploi

favoriser un climat de coopération. Mais à la place, voilà un homme incapable de faire face à un problème de cette envergure. Il reste sur la défensive, il s'attaque à tout le monde dans l'espoir de rejeter sur autrui la responsabilité de cette situation. Le ministre s'en est pris aux autres pays industrialisés, à l'opposition, à l'Afrique du Sud, à la politique étrangère—à n'importe quoi. Néanmoins, il ne nous a pas proposé grand chose de positif pour nous montrer que le gouvernement essaie vraiment de lutter contre le chômage.

Je lui demande quel réconfort, quelle consolation ou quels espoirs ce genre de diatribe peut apporter à nos chômeurs qui sont plus d'un million? Il vaudrait beaucoup mieux que le ministre accepte de voir en face les réalités économiques. Le fait est que les taux d'intérêt élevés accentuent le chômage.

Nous avons entendu tous les premiers ministres provinciaux dire la même chose cette semaine; seul le gouvernement fédéral a prétendu le contraire. Les taux d'intérêt élevés accentuent le chômage et c'est surtout vrai dans le secteur de la fabrication. En période d'austérité, les gens n'ont pas d'argent à dépenser pour acheter des marchandises et les usines doivent donc réduire leur production. On le constate en tout cas dans ma circonscription de Kingston et les Îles où plus de 850 travailleurs ont été licenciés dans six usines depuis octobre dernier. Au cours de la semaine du 29 janvier, le nombre de demandes de prestations d'assurance-chômage a augmenté de 18 p. 100 par rapport à la même période l'année dernière. Entre le 1^{er} et le 18 janvier, le nombre de demandes d'assistance sociale a augmenté de 10 p. 100 dans ma circonscription. C'est la même chose dans l'ensemble du pays.

Les chiffres ne disent pas tout. En fait, les statistiques cherchent trop souvent à atténuer la gravité de la situation. Nous avons tendance à oublier les personnes que représentent ces chiffres, les milliers de personnes qu'on oblige à accepter l'aumône, alors qu'elles ne réclament que du travail.

● (2030)

Une de mes électrices m'a appelée aujourd'hui pour me faire part des difficultés qui les accablent, elle et son mari. Tous deux avaient des emplois rémunérateurs et envisageaient l'avenir avec sérénité; ils venaient de s'acheter une maison. Mais du jour au lendemain les deux se sont retrouvés sans travail en raison de circonstances indépendantes de leur volonté; en outre, ils ont appris que leurs paiements hypothécaires augmentent. Elle m'a dit: «Comment pouvons-nous espérer nous sortir de ce pétrin? Nous ne l'avons pas cherché. Jusqu'ici, nous nous sommes montrés très consciencieux et nous avons travaillé laborieusement; soudain, voici que nous sommes frappés par cette calamité.»

Que peut-on répondre à des gens comme eux à ce tournant critique de leur vie? Doit-on leur dire qu'on mettra en œuvre à leur intention de nombreux projets de création d'emplois, alors qu'en réalité il n'en est rien? En fait, les crédits consacrés à l'heure actuelle aux projets de création d'emplois s'élèvent à environ 143 millions de dollars alors que le chômage atteint 8.6 p. 100. Les députés savent-ils qu'en 1971, quand le taux de chômage était bien inférieur, c'est-à-dire de 6 p. 100, le gouvernement consacrait 339 millions de dollars à la création directe d'emplois? Aujourd'hui, la situation est bien pire, et pourtant le gouvernement réduit ses dépenses à ce chapitre.

Je voudrais dire quelques mots sur le chômage des femmes en particulier car une grande incertitude règne en ce moment

en ce qui concerne la participation féminine à la main-d'œuvre, et tout porte à croire que la situation ira de mal en pis. La moitié de la population féminine du Canada est sur le marché du travail, mais en l'an 2000, on estime que cette proportion passera à 75 p. 100, ce qui signifie que la moitié de la main-d'œuvre sera constituée par des femmes, soit une proportion de cinq travailleurs sur dix.

Ces dernières années alors que les femmes accédaient au marché du travail, on les a retrouvées principalement dans le secteur des services où l'économie s'était développée de façon à leur permettre de faire partie de la main-d'œuvre; toutefois, ce secteur tertiaire est désormais saturé et les femmes qui arriveront sur le marché du travail ne pourront plus aspirer y travailler. Il s'agit maintenant de savoir si elles auront la formation nécessaire pour occuper d'autres emplois. Leur permettra-t-on de recevoir une formation pour exercer d'autres occupations jusqu'ici dites «masculines»? Cela n'arrive pas souvent à l'heure actuelle. En fait, le gouvernement a mis en œuvre un certain nombre de programmes, et je m'en réjouis, mais ce n'est rien si l'on tient compte du nombre de projets de recyclage et de création d'emplois qui sont nécessaires étant donné le grand nombre de femmes qui s'intégreront à la population active au cours des années 80. Ces programmes seront nécessaires pour recycler les femmes qui occupent des postes de secrétaires et d'employées de bureau, mais qui ne pourront pas les conserver à cause de l'automatisation croissante. Le gouvernement devrait faire des efforts énormes pour les faire participer à des programmes de création d'emplois ou de recyclage.

J'exhorte le gouvernement à se rendre compte qu'il a encore un défi beaucoup plus grand à relever. Un problème beaucoup plus grave nous attend au cours des années 80, avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail. J'exhorte le ministre à faire plus que ne le fait le gouvernement à l'heure actuelle pour se préparer à cette éventualité.

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je profite de cette occasion pour parler de ce qui constitue en fait le principal problème politique dans notre pays à l'heure actuelle. Depuis quelques semaines, j'ai parlé à bien des gens dans ma circonscription et dans les environs, et nombreux sont ceux qui m'ont dit que c'est un problème crucial, à leur avis. Le chef de mon parti, le député d'Oshawa (M. Broadbent), revient d'une tournée dans un certain nombre de villes du pays. Pendant son voyage, il a mentionné ce problème et signalé que notre parti va faire son possible pour accorder à cette question toute l'importance qu'elle mérite. Je suis heureux de voir que le parti qui se trouve à ma droite commence enfin à être lucide.

La crise actuelle ne surprend pas ceux qui ont écouté ce que déclarent les néo-démocrates depuis quelques mois—en fait, depuis quelques années—car nous avons averti à maintes reprises le gouvernement et les Canadiens que nos politiques actuelles nous menaient au désastre.

Le chômage constitue le problème numéro un et ce, pour deux raisons. D'une part, à cause de la dimension humaine du problème, des difficultés éprouvées par ceux qui sont directement touchés. D'autre part les chômeurs constituent une charge sur le budget local, régional et national.

Si vous me le permettez, j'aimerais m'arrêter un instant sur la dimension humaine du problème. Songez que d'après les